

Pôle Loire-Chézine

ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE DE TRAVAUX

**AMÉNAGEMENT DES CONTINUITÉS CYCLABLES EN
BORD DE LOIRE À INDRE ET SAINT-HERBLAIN**

RELANCE DU LOT N°3

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure adaptée

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a trait à **l'aménagement des continuités cyclables en bord de Loire sur les communes d'Indre et de Saint-Herblain.**

L'itinéraire comprend des interventions possibles :

- esplanade Alphonse Guihot
- chemin du port
- rue Joseph Tahet => section entre la rue Denis Rivière et la rue bordelaise
- rue Elsa Triolet
- rue du Pont Allard
- quai Henri Brunais
- quai Victor Bocquien
- quai Besnard
- quai Jean Bart
- quai Langlois
- rue Pasteur
- rue Jean Jaurès => section entre la rue Pasteur et la rue Jean Dayat
- rue Jean Dayat

Ainsi que :

- passerelle rue du Pont Allard à rejoindre la rue Elsa Triolet via le site de la Clairière
- sur les berges industrielles en bord de Loire en parallèle du quai Cormerais à rejoindre l'Etier de Tougas
- l'ouvrage chemin du port en parallèle du pont existant quai Emile Cormerais dans le prolongement de la rue Joseph Tahet.

Le marché se présentera sous les traits accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents, dénué de tout minimum, mais assorti d'un montant maximum arrêté, pour la durée contractuelle globale (soit 4 ans), et par lot, comme suit :

Lot	Intitulé du lot	Seuil maximum en € HT sur 4 ans
01	Terrassement – voirie – assainissement – signalétique	1 975 000,00
02	Réseaux souples	285 000,00
03	Aménagements paysagers	240 000,00

Les marchés subséquents pourront comprendre une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle de publics en difficulté.

Attribution du 1^{er} marché subséquent

La mise en concurrence effectuée au titre de l'accord-cadre permet l'attribution concomitante du 1^{er} marché subséquent. L'attributaire de ce premier marché subséquent sera en conséquence le candidat le mieux classé au titre de l'accord-cadre et donc, selon les critères et règles de notation définies à l'article 5 du Règlement de Consultation, valables pour l'attribution de l'accord-cadre.

Son Acte d'engagement – Cahier des clauses particulières valant marché subséquent lui sera notifié dans un second temps.

La présente consultation ne porte que sur le lot n°3

1.2 - Mode de consultation

ACCORD-CADRE en PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE passé en application des articles R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

L'accord-cadre est alloti de la façon suivante :

LOT N°1 - TERRASSEMENTS - VOIRIE – ASSAINISSEMENT - SIGNALÉTIQUE
<ul style="list-style-type: none">- esplanade Alphonse Guihot- chemin du port- rue Joseph Tahet => section entre la rue Denis Rivière et la rue bordelaise- rue Elsa Triolet- rue du Pont Allard- quai Henri Brunais- quai Victor Bocquien- quai Besnard- quai Jean Bart- quai Langlois- rue Pasteur- rue Jean Jaurès => section entre la rue Pasteur et la rue Jean Dayat- rue Jean Dayat- passerelle rue du Pont Allard à rejoindre la rue Elsa Triolet via le site de la Clairière.- sur les berges industrielles en bord de Loire en parallèle du quai Cormerais à rejoindre l'Etier de Tougas- l'ouvrage chemin du port en parallèle du pont existant quai Emile Cormerais dans le prolongement de la rue Joseph Tahet.
LOT N°2 - RÉSEAUX SOUPLES
<ul style="list-style-type: none">- esplanade Alphonse Guihot- chemin du port- rue Joseph Tahet => section entre la rue Denis Rivière et la rue bordelaise- rue Elsa Triolet- rue du Pont Allard- quai Henri Brunais- quai Victor Bocquien- quai Besnard- quai Jean Bart- quai Langlois- rue Pasteur- rue Jean Jaurès => section entre la rue Pasteur et la rue Jean Dayat- rue Jean Dayat- passerelle rue du Pont Allard à rejoindre la rue Elsa Triolet via le site de la Clairière.- sur les berges industrielles en bord de Loire en parallèle du quai Cormerais à rejoindre l'Etier de Tougas- l'ouvrage chemin du port en parallèle du pont existant quai Emile Cormerais dans le prolongement de la rue Joseph Tahet.
LOT N°3 - AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS
<ul style="list-style-type: none">- esplanade Alphonse Guihot- chemin du port- rue Joseph Tahet => section entre la rue Denis Rivière et la rue bordelaise- rue Elsa Triolet- rue du Pont Allard- quai Henri Brunais- quai Victor Bocquien- quai Besnard- quai Jean Bart- quai Langlois

- rue Pasteur
- rue Jean Jaurès => section entre la rue Pasteur et la rue Jean Dayat
- rue Jean Dayat
- passerelle rue du Pont Allard à rejoindre la rue Elsa Triolet via le site de la Clairière.
- sur les berges industrielles en bord de Loire en parallèle du quai Cormerais à rejoindre l'Étier de Tougas
- l'ouvrage chemin du port en parallèle du pont existant quai Emile Cormerais dans le prolongement de la rue Joseph Tahet.

Chacun des lots fera l'objet d'un accord-cadre séparé.

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 - Nomenclature

Famille – nomenclature achats interne	Travaux
Code CPV	Travaux de terrassement (45112500-0) Travaux routiers (45233140-2) Travaux de pavage et de resurfaçage de chaussées (45233222-1) Travaux d'assainissement (45232410-9) Installation d'infrastructures de câblage (45314300-4) Installation de câblage (45314310-7) Travaux d'aménagement paysager 45112700-2 – Travaux d'installation de clôtures, de garde-corps et de dispositif de sécurité (45340000-2)

1.6 – Clause d'insertion professionnelle

Nantes Métropole est engagé dans une démarche volontaire de promotion de l'emploi et lutte contre l'exclusion.

Ainsi, chaque marché subséquent intégrera, le cas échéant, une condition d'exécution liée à l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée

La durée de l'accord-cadre est de 4 ans à compter de sa date de notification.

2.2 - Variantes facultatives et obligatoires

Les variantes ne sont pas acceptées et aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.3 - Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

Pour l'accord-cadre :

- x Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- x L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- x Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- x Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes (plans d'aménagements au stade AVP, planning-phasage)
- x Le Bordereau des Prix Unitaires Plafonds (B.P.U.P)
- x Le cadre de mémoire technique et de note environnementale
- x Pour information, les notices, études, campagne de déflexion
- x Pour information, les B.P.U.P, B.P.U. et D.Q.E des lots n°1 et 2
- x Pour information, le B.P.U-D.Q.E. de l'ensemble des marchés subséquents envisagés pour le lot n°3

Pour le marché subséquent n°1 :

- x L'Acte d'engagement – Cahier des Clauses Particulières (A.E/C.C.P) et ses annexes (phasage, planning, notices, études, pièces graphiques)
- x Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) du marché subséquent
- x Pour information, les pièces des marchés subséquents n°1 des lots n°1 et 2

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française certifiée par un traducteur assermenté et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre au titre de l'Accord-cadre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles , dûment complétés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
Le Bordereau des prix unitaires plafonds (B.P.U.P.) , dûment complété
Le cadre de mémoire technique et de la note environnementale (limité à 20 pages recto/verso soit 40 pages en tout hors annexe), dûment renseigné et complété.

Pièces à produire au titre de l'offre au titre du Marché subséquent n°1 (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) du Marché subséquent n°1 et ses annexes éventuelles , dûment complétés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.

En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire **DC4** (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné.

Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) du Marché subséquent n°1, dûment complété.

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : **Aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles.**

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critère	Coefficient
Prix (à l'aune du montant du marché subséquent n°1)*	50
Valeur technique - Pertinence de la méthodologie que le candidat entend adopter pour la réalisation des travaux de plantation, la gestion des accès riverains, la circulation, la sécurité des zones de travaux par barriérage / signalisation et leur maintien, la sécurité des piétons et cycles durant l'exécution des travaux - 15 - Pertinence du planning détaillé des travaux et du carnet de phasage pour le Marché subséquent n°1 (précisant les moyens humains et matériels affectés au chantier), au regard notamment de la capacité à minimiser les impacts circulatoires et à respecter la durée des travaux, voir à l'optimiser - 15 - Pertinence de modalités de prise en compte par le candidat des interventions des concessionnaires et des interfaces avec les autres lots - 10	40
Valeur environnementale - Pertinence des mesures proposées par le candidat en faveur de la gestion durable des ressources (sols, bois, forêt), des mesures proposées pour l'exécution du chantier en faveur du développement durable et de la protection de l'environnement sur les enjeux de la biodiversité : préservation des zones naturelles, gestion des déchets, provenance des végétaux, réemploi et dispositions environnementales complémentaires – 5 - Pertinence des mesures proposées par le candidat en faveur de la réduction des produits phytotoxiques, des mesures proposées pour l'exécution du chantier en faveur du « développement durable », dans sa dimension sociale et des mesures proposées en faveur de la santé et de l'employabilité des compagnons : passage à l'électrique (vs thermique) pour les outils d'entretien (diminution des niveaux de bruits, vibrations) ; niveau de mécanisation pour soulager les compagnons dans les tâches les plus physiques, formations continues – 5	10

* *Le montant du marché subséquent n°1 tient ainsi lieu de « commande témoin » au titre de l'accord-cadre*

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

Négociation

Dans un premier temps et, si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Dans un deuxième temps, et après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, avec les **3 candidats** les mieux classées au vu de cette première analyse.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats via la messagerie sécurisée. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : **<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>**

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt

Courriel : contact.marches@nantesmetropole.fr